

**Point de presse de la porte-parole -  
Belgique/Entretien de M. Jean-Yves  
Le Drian avec son homologue, M.  
Didier Reynders - Suède/Entretien  
de Mme Nathalie Loiseau avec le  
président du parlement -  
Burundi/Référendum sur la révision  
constitutionnelle - Union  
européenne/Participation de M.  
Jean-Yves Le Drian et M.  
Jean-Baptiste Lemoyne au conseil  
affaires étrangères (commerce) -  
Yémen - Grèce/Ancienne  
République yougoslave de  
Macédoine  
(Paris, 23 mai 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Belgique - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec son homologue, M. Didier Reynders (Paris, 23 mai 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, reçoit aujourd'hui son homologue belge, M. Didier Reynders.

Les discussions porteront sur les points suivants :

- questions internationales : les ministres échangeront sur notre engagement commun contre le terrorisme de Daech et au Sahel, au sein de la MINUSMA au Mali comme dans le cadre des missions de l'Union européenne au Mali et au Niger. Ils feront le point sur nos relations avec la Russie. Ils auront un échange approfondi sur l'accord de Vienne avec l'Iran (JCPoA) et sur les défis posés par ce pays. Ils évoqueront enfin la lutte contre l'impunité de l'utilisation des armes chimiques ;

- Union européenne : les ministres évoqueront notamment le retrait du Royaume-Uni, les priorités de l'Union en termes financiers, le respect de l'Etat de droit par les Etats membres ainsi que les enjeux de l'élargissement aux pays des Balkans occidentaux ;

- relations bilatérales : M. Jean-Yves Le Drian abordera le renforcement des relations bilatérales franco-belges ainsi que la proposition de la présidence belge de l'Union Benelux de renforcer la coopération entre la France et cette organisation.

2 - Suède - Entretien de Mme Nathalie Loiseau avec le président du parlement (Paris, 23 mai 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, reçoit aujourd'hui M. Urban Ahlin, président du Riksdag, le parlement monocaméral suédois.

Leurs échanges porteront sur les grands dossiers européens, notamment le cadre financier pluriannuel et le retrait britannique de l'Union européenne, ainsi que les consultations citoyennes.

Ils feront le point sur le renforcement des relations bilatérales franco-suédoises, marquées notamment par notre partenariat bilatéral pour l'innovation verte.

Mme Nathalie Loiseau saluera en particulier la participation de la Suède à la lutte contre le terrorisme au Mali.

3 - Burundi - Référendum sur la révision constitutionnelle (17 mai 2018)

La France prend acte des résultats du référendum organisé le 17 mai au Burundi sur la révision de la constitution.

Si le scrutin s'est tenu dans un calme relatif, nous déplorons que la campagne ait eu lieu dans un climat marqué par des intimidations et des menaces, voire des violences, contre l'opposition à la réforme constitutionnelle.

La révision de la constitution introduit des modifications qui vont à l'encontre de l'accord d'Arusha, qui a mis en place un système institutionnalisé de partage du pouvoir entre les composantes communautaires burundaises, en remettant en cause les mécanismes visant à protéger la minorité tutsie. Cette réforme ne contribuera pas à résoudre la crise dans laquelle le pays est plongé depuis 2015.

La priorité est désormais d'assurer la mise en place d'un dialogue national sans conditions ni exclusive, qui permettra l'expression des aspirations de l'ensemble des composantes de la société burundaise. Ce ne sera possible que si le gouvernement fait des gestes, notamment en permettant à l'opposition, aux médias et à la société civile de jouer leur rôle sans entrave. Nous l'appelons à agir en ce sens dans un esprit de rassemblement.

4 - Union européenne - Participation de M. Jean-Yves Le Drian et M. Jean-Baptiste Lemoyne

au conseil affaires étrangères (commerce) (Bruxelles, 22 mai 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat, ont participé le 22 mai à Bruxelles au conseil affaires étrangères (commerce).

Plusieurs sujets étaient inscrits à l'ordre du jour :

1) Le Conseil était invité à adopter les mandats de négociation en vue d'accords commerciaux avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ces négociations, soutenues par la France, permettront de renforcer les liens économiques et commerciaux avec des partenaires importants de l'Union dans la zone Asie-Pacifique. Dans le cadre de ce processus, la France sera particulièrement vigilante à la prise en compte de nos sensibilités agricoles, à l'impact de l'accord sur les pays et territoires d'outre-mer, et à la prise en compte des enjeux de développement durable.

2) Des conclusions ont été adoptées pour fixer un nouveau cadre pour la négociation et l'approbation des accords de commerce, suite à l'avis de la Cour de justice de l'Union sur l'accord UE-Singapour. Dans le cadre de la nouvelle architecture des accords proposée par la Commission, la France salue les engagements pris pour renforcer la confiance, en matière de transparence vis-à-vis de la société civile et des Parlements nationaux, de revue régulière des mandats, de prise en compte des sensibilités agricoles et de mise en oeuvre des engagements commerciaux.

3) La réunion a également visé à permettre une discussion entre les ministres sur les enjeux relatifs à l'Organisation mondiale du commerce suite à la conférence ministérielle de Buenos Aires, face aux difficultés qu'elle rencontre dans ses fonctions de négociation et de règlement des différends. La France considère qu'il est nécessaire d'envisager des solutions ambitieuses pour soutenir et rénover le système multilatéral, et soutient la Commission dans ses initiatives.

4) Cette réunion a permis de présenter également le calendrier en vue de la signature des accords avec le Japon et Singapour. Un point de situation a été fait sur l'évolution des négociations commerciales avec le Mexique, le Mercosur, le Chili et le Vietnam.

Au déjeuner consacré aux relations commerciales avec les Etats-Unis, M. Jean-Yves Le Drian a rappelé l'importance que l'Union européenne, en tant qu'alliée des Etats-Unis, bénéficie d'une exemption illimitée et permanente vis-à-vis des mesures prises par les autorités américaines dans les secteurs de l'acier et de l'aluminium. Il a également souligné l'importance de traiter toutes ces questions avec les Etats-Unis - y compris les problématiques de surcapacités ou de pratiques distorsives au niveau mondial - dans le cadre commercial multilatéral de l'OMC.

À l'occasion de ce déplacement, M. Jean-Baptiste Lemoyne s'est entretenu avec ses homologues allemand, espagnol, et italien.

Q - Avez-vous l'intention d'inviter des représentants houthis à la conférence sur la situation humanitaire au Yémen ?

R - Le président de la République et le prince héritier d'Arabie saoudite sont convenus, lors de la visite de ce dernier le 10 avril à Paris, d'organiser une conférence sur la situation humanitaire au Yémen. Ils en ont fixé, lors d'un entretien téléphonique le 22 mai, la date à la fin juin.

Nous travaillons actuellement sur les modalités d'organisation de cette conférence avec nos différents partenaires, le Yémen et les Nations unies.

Cette conférence doit permettre de :

- faire le point sur les besoins humanitaires ;
- évaluer l'aide apportée et les mécanismes de réponse, qui doivent être améliorés ;
- définir les actions humanitaires pour améliorer la situation des populations civiles.

6 - Grèce/Ancienne République yougoslave de Macédoine

Q - Athènes et Skopje avancent dans leurs discussions sur la question de la dénomination de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine. Avez-vous une réaction ?

R - La France soutient les efforts faits par la Grèce et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, en coordination avec le médiateur des Nations unies, en vue de trouver une solution mutuellement acceptable à la question du nom de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine.

Alors que les discussions sont à un stade très avancé, la France encourage les autorités des deux Etats à maintenir leur détermination pour conclure un accord, très attendu.

C'est l'intérêt des deux pays, de la région et de l'Europe./.